

RESUME

Le présent projet de règlement grand-ducal précise la portée de l'article 7 du projet de loi N°5872 relatif à la profession de l'audit (ci-après le « projet de loi »). Il traite des modalités pratiques à accomplir dans le cadre de services fournis par des prestataires ressortissants d'un Etat membre par la voie de la libre prestation de services en ce qui concerne les activités visées à l'article 1, point (29), lettre b) du projet de loi, à savoir les missions qui sont confiées à titre exclusif telles que les fusions, les scissions, les apports en nature et les liquidations.

**PROJET DE RÈGLEMENT GRAND-DUCAL DETERMINANT LES
CONDITIONS DE RECONNAISSANCE DE PRESTATAIRES D'AUTRES
ETATS MEMBRES PREVUES A L'ARTICLE 7 DE LA LOI DU [...] RELATIVE
A LA PROFESSION DE L'AUDIT**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,
Vu l'article 7 de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit;
Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et
considérant qu'il y a urgence;
Les avis de la Chambre de Commerce et de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises ayant
été demandés ;
Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en
Conseil;

Arrêtons:

Article 1^{er} : Du champ d'application

Le présent règlement grand-ducal s'applique aux services fournis de façon temporaire et occasionnelle par les prestataires ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen par la voie de la libre prestation de services en ce qui concerne les activités visées à l'article 1, point (29), lettre b) de la loi du [...] relative à la profession de l'audit.

Article 2 : De la procédure de reconnaissance

En cas de déclaration préalable à la première fourniture de service à la Commission de Surveillance du Secteur Financier, ci-après désignée la « CSSF », en application de l'article 7 de la loi du [...] relative à la profession de l'audit, la CSSF effectue une vérification des qualifications professionnelles.

La CSSF peut à cet effet consulter la commission consultative visée à l'article 1^{er}, deuxième alinéa du règlement grand-ducal du [...] déterminant les conditions de qualification professionnelle des réviseurs d'entreprises.

Si la vérification révèle une différence substantielle dans les qualifications professionnelles exigées, le prestataire doit se soumettre à une épreuve d'aptitude.

Article 3 : Des matières visées à l'épreuve d'aptitude

La CSSF détermine l'épreuve d'aptitude qui sera imposée au prestataire dans un ou plusieurs domaines repris ci-après :

- droit commercial et droit des sociétés ;
- les normes relatives aux activités visées.

Article 4 : Du déroulement de l'épreuve d'aptitude

L'organisation de l'épreuve d'aptitude est arrêtée par la CSSF. L'épreuve a lieu, si nécessaire deux fois par an.

La langue de l'épreuve est le français. Sur demande expresse du prestataire et sous réserve de l'accord de la CSSF, il peut s'exprimer, lors de l'épreuve en langue allemande ou anglaise.

L'épreuve d'aptitude consiste en un écrit reprenant la(es) matière(s) visée(s) à l'article 3 du présent règlement grand-ducal. La rédaction du sujet ainsi que la correction de cette épreuve est assurée par la CSSF.

Pour réussir l'épreuve d'aptitude, le candidat doit avoir obtenu pour chaque matière au moins la moitié du total des points.

Article 5 : De la reconnaissance

Lorsque le prestataire remplit les conditions exigées à l'article 7 de la loi du [...] relative à la profession de l'audit ou après réussite de l'épreuve d'aptitude visée à l'article 4 du présent règlement grand-ducal, la CSSF notifie au prestataire la reconnaissance de ses qualifications professionnelles pour effectuer la prestation demandée sous le régime de la libre prestation de services.

Article 6 : Des dispositions finales

Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur le

Article 7 : De l'exécution

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent règlement grand-ducal qui sera publié au Mémorial.

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de règlement grand-ducal précise la portée de l'article 7 du projet de loi N°5872 relatif à la profession de l'audit (ci-après le « projet de loi »). Il traite des modalités pratiques à accomplir dans le cadre de services fournis par des prestataires ressortissants d'un Etat membre par la voie de la libre prestation de services en ce qui concerne les activités visées à l'article 1, point (29), lettre b) du projet de loi, à savoir les missions qui sont confiées à titre exclusif telles que les fusions, les scissions, les apports en nature et les liquidations..

COMMENTAIRES DES ARTICLES

Commentaire relatif à l'article 1^{er}

En référence à l'article 19 du Titre III Libre prestation de services de la loi du 19 juin 2009 sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, les dispositions de l'article 1^{er} s'appliquent uniquement dans le cas où le prestataire se déplace vers le

territoire du Grand Duché de Luxembourg pour exercer de façon temporaire et occasionnelle la profession réglementée.

Le caractère temporaire et occasionnel de la prestation est apprécié au cas par cas, notamment en fonction de la durée de la prestation, de sa fréquence, de sa périodicité et de sa continuité.

Commentaire relatif à l'article 2

L'article 2 précise le déroulement de la procédure administrative.

La CSSF pourra recourir à la commission consultative instituée par le projet de règlement grand-ducal sur la qualification professionnelle des réviseurs d'entreprises pour avis, en cas de doute, lors de la vérification des qualifications professionnelles du prestataire. La saisine de la commission consultative n'est toutefois pas obligatoire.

Le deuxième alinéa du présent article découle de l'article 7 lettre d) du projet de loi qui veut, qu'en cas de différence substantielle dans les qualifications professionnelles exigées, le prestataire doive se soumettre à une épreuve d'aptitude.

Commentaire relatif à l'article 3

L'article 3 précise les domaines dans lesquels le prestataire doit justifier de compétences en cas de différence substantielle dans les qualifications professionnelles exigées.

Commentaire relatif aux articles 4, 5, 6 et 7

Pas de commentaire.



Fiche d'évaluation d'impact

Mesures législatives et réglementaires

Intitulé du projet:

Règlement grand-ducal déterminant les conditions de qualification professionnelle des réviseurs d'entreprises en exécution de la loi du [...] relative à la profession de l'audit

Ministère initiateur:

Ministère des Finances

Auteur / Contact / Suivi:

Tél. :

Fax :

Courriel :

Analyse d'impact en relation avec :

- Projet de loi
 Projet de règlement grand-ducal
 Projet de règlement ministériel
 Procédure administrative / Formulaire / Prescription / Circulaire

Motif(s) à l'origine de l'élaboration du projet:

- Transposition de directives communautaires: Oui Non
Transposition d'une directive suivant arrêt
de la Cour de Justice Européenne: Oui Non
Nouvelle loi : Oui Non
Modification de la loi: Oui Non
Abrogation de la loi : Oui Non
Mesures d'exécution de la loi: Oui Non
Autre(s) :

1. Objectif(s) et consultation(s)

Objectif(s) du projet:

modalités du test d'aptitude pour la libre prestation de service par rapport à l'art. 7 du PL 5872.

Conséquences d'un éventuel « statu quo » (non adoption du projet sous rubrique) :

Sans règlement grand-ducal, il ne sera pas possible de procéder à un test d'aptitude.

Autres départements ministériels concernés:

1. Ministère de la Justice

Accord: Oui Non Date : 08/12/2009

Observations éventuelles :

2.

Accord: Oui Non Date :

Observations éventuelles :

Consultation(s) – autre(s) département(s) ministériel(s) : Oui Non

si oui, le(s)quel(s) ? CSSF

Observations : LA CSSF a rédigé l'avant-projet de règlement et participé dans un groupe de travail à la finalisation du règlement grand-ducal

Organisme(s) interne(s) consulté(s):

IGF	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Avis:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Date
CER	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Avis:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Date
CIE	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Avis:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Date
IGSS	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Avis:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Date
CNSAE	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Avis:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Date
Autre(s)	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	le(s)quel(s)?			
Avis:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Date :			

Consultation(s) – organisation(s) professionnelle(s): Oui Non
si oui, laquelle / lesquelles ? Institut des Réviseurs d'Entreprises (IRE)
Observations : L'IRE a participé dans un groupe de travail à l'élaboration du règlement grand-ducal.

Autres organismes consultés : Oui Non
si oui, lesquels
Observations

2. Destinataires directs du projet

Entreprises : Oui Non
Secteur :
Branche(s) / Profession(s) / Métier(s) :
Nombre d'entreprises concernées (approximatif) :
Petites et moyennes entreprises (PME) :
Taille : - < 10 salariés
- = 10 et < 50
- = 50 et < 250
Grandes entreprises (Taille >= 250) :

Citoyens : Oui Non
Catégorie(s) : Toutes les personnes souhaitant obtenir la qualification comme réviseur d'entreprises
Nombre de citoyens concernés (approximatif) : +/- 100-200 personnes par an
Administrations / Etablissements Publics : Oui Non
Détail: La CSSF sera l'autorité en charge de reconnaître la qualification professionnelle

Autres (p.ex. professions libérales) : Oui Non
Détail: L'IRE dispose de représentant dans la commission consultative et le jury d'examen

Procédures et formalités administratives :
- supplémentaires (augmentation des charges):
- inchangées :
- diminuées (réduction des charges):

3. Volet - Impact sur les entreprises

a) Impact sur les entreprises: Oui Non (si non, passer au point 4. Volet-Impact sur les Citoyens)

Impact au niveau micro-économique (au sein d'une seule entreprise) :

Groupe cible :

Charges financières: Oui Non
Si oui, montant approx. : EUR / an
Remarques :

Impôts directs : augmentation diminution
Impôts indirects : augmentation diminution

Charges sociales :	augmentation <input type="checkbox"/>	diminution <input type="checkbox"/>
Charges salariales :	augmentation <input type="checkbox"/>	diminution <input type="checkbox"/>
Garanties (dépôt de garantie, cautionnement):	augmentation <input type="checkbox"/>	diminution <input type="checkbox"/>
Autres :	augmentation <input type="checkbox"/>	diminution <input type="checkbox"/>

Si oui, lesquelles :

Explications complémentaires :

Charges administratives: Oui Non

Si oui, montant approx. : EUR / an ¹

Procédure administrative : Oui Non

Démarche définie : Oui Non

« Descriptif »² en annexe : Oui Non

« Formulaire-type »³ en annexe : Oui Non

Temps à consacrer par opération (Temps) : heures / opération

Taux horaire moyen (Taux) : EUR / heure ⁴

Périodicité (Périod.) :

- périodicité non définie dans le projet
- déclaration unique
- annuelle
- semestrielle
- mensuelle
- hebdomadaire
- journalière
- autre périodicité :

donc : fois / an (en moyenne)

Coût administratif global par entreprise : EUR / an
(Temps x Taux x Périod.)

Données demandées :

Pas encore défini : Oui Non

Explications sur le type de données demandées : Oui Non

Sources de données existantes : Oui Non

Si oui, lesquelles ?

Attestations, certificats ou pièces requis : Oui Non

Lesquels ?

Possibilités de coopération entre administrations :

Mode de transfert des données à communiquer à l'administration :

Courriel, fax, lettre ordinaire, lettre recommandée, sur place, téléphone, formulaire online, transfert de fichier, autre moyen

Impact au niveau macro-économique (l'ensemble du secteur concerné au niveau national) :

Groupe cible :

Coût total (charges financières et administratives) au niveau national :

Montant : EUR / an

Remarques :

Investissements requis: Oui Non

Si oui, précisions :

¹ Le référentiel de calcul étant 2,5 fois le salaire mensuel minimum.

² Si le ministère initiateur a élaboré un descriptif du projet (p.ex le projet de loi, le règlement grand-ducal, etc.), il le joindra en annexe de la présente fiche d'évaluation d'impact.

³ Si le ministère initiateur a élaboré un formulaire-type (p.ex le projet de loi, le règlement grand-ducal, etc.), il le joindra en annexe de la présente fiche d'évaluation d'impact.

⁴ Le référentiel de calcul étant 2,5 fois le salaire mensuel minimum.

Estimations :	EUR / an
Aides financières prévues:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si oui, précisions :	
Montant :	
Modalités:	
Autres aides (non pécuniaires) prévues (p.ex. conseil/formation/e-gouvernement/etc.):	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si oui, type :	
Modalités:	
b) Critères d'exemption :	
Exemptions envisagées :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Différentiation(s) envisagée(s) (activités économiques):	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
si oui, lesquelles :	
Critère « Taille de l'entreprise » :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Critère « Nature de l'activité » :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Critère « Volume de production » :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Critère « Chiffre d'affaires » :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Autre(s) critère(s), à préciser :	

4. Volet – Impact sur les citoyens

Impact sur les citoyens:	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> (si non, passer au point 5. Volet-Impact sur l'administration)
Charges financières :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, montant approx. :	_____ EUR / an
Impôts directs :	augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/>
Impôts indirects :	augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/>
Charges sociales :	augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/>
Charges salariales :	augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/>
Garanties :	augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/>
Autres : _____	augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/>
Si oui, lesquelles :	
Explications complémentaires :	
Charges administratives :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si oui, montant approx. :	coûts liés au test d'aptitude EUR / an
Procédures administratives :	supplémentaires Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> inchangées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> diminuées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Démarches définies :	supplémentaires Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> inchangées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> diminuées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si oui, précisions :	
« Descriptif » ⁷ en annexe :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
« Formulaire-type » ⁸ en annexe :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Temps maximal à consacrer par opération (Temps) : Temps pour passer l'épreuve d'aptitude heures / opération	

^{5 et 7} Si le ministère initiateur a élaboré un descriptif du projet (p.ex le projet de loi, le règlement grand-ducal, etc.), il le joindra en annexe de la présente fiche d'évaluation d'impact.

^{6 et 8} Si le ministère initiateur a élaboré un formulaire-type (p.ex le projet de loi, le règlement grand-ducal, etc.), il le joindra en annexe de la présente fiche d'évaluation d'impact.

Données demandées :

Pas encore défini : Oui Non

Explications sur le type de données demandées : Oui Non

Sources de données existantes : Oui Non

Si oui, lesquelles ?

Attestations, certificats ou pièces requis : Oui Non

Lesquels ? diplômes

Possibilités de coopération entre administrations :

Mode de transfert des données à communiquer à l'administration :

Courriel, fax, lettre ordinaire, lettre recommandée, sur place, téléphone, formulaire online, transfert de fichier, autre moyen

à déterminer par la CSSF

Aides financières prévues: Oui Non

Si oui, précisions :

Montant :

Modalités:

Autres aides (non pécuniaires) prévues (p.ex. assistance/ conseil/formation/e-gouvernement/etc.):

Oui Non

Si oui, type :

Modalités:

5. Volet – Impact sur l'administration

Impact sur l'administration: Oui Non (si non, passer au point 6. Critères d'analyse – Better Regulation)

Procédures:

Procédures définies dans le projet : Oui Non

« Descriptif » en annexe : Oui Non

« Formulaire-type » en annexe : Oui Non

Si non, quelles procédures sont à créer : Mise ne place de la procédure par la CSSF

Implication de plusieurs ministères / administrations : Oui Non

Si oui, lesquels :

Accord trouvé sur la procédure à suivre: Oui Non

Structures nouvelles prévues: Oui Non

Si oui, lesquelles :

Personnel supplémentaire: Oui Non

Si oui, nombre et carrières : La CSSF a constitué un nouveau département en charge de la supervision de la profession qui s'occupe également de la qualification professionnelle.

Impact frais d'équipement / frais de fonctionnement: Oui Non

- dont matériel informatique: Oui Non

explications : Frais à charge de la CSSF

- dont surface bureaux: Oui Non

explications : Frais à charge de la CSSF

Intérêt e-Gouvernement : Oui Non

Si oui, Pourquoi ?

6. Critères d'analyse – « Mieux légiférer »

Analyse « coût-efficacité » :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, explications sur la méthode d'évaluation et les conclusions :	
Critères « Better Regulation » appliqués :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
1. Lisibilité / Compréhension :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications :	
2. Codification / Consolidation / Refonte :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications :	
3. Définitions claires :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications :	
4. Exemptions :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications :	
5. Harmonisation :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications :	
6. Procédure mise en ligne (e-Gouvernement) :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Explications : Un projet a été lancé par le CTIE ensemble avec le site 'De Guichet'	
Transposition de directives communautaires:	
Application du principe « la directive et rien que la directive » :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si non, explications :	
Acceptabilité présumée : Bonne <input checked="" type="checkbox"/> Plutôt bonne <input type="checkbox"/> Neutre <input type="checkbox"/> Plutôt mauvaise <input type="checkbox"/> Mauvaise <input type="checkbox"/>	
Dispositif plus léger envisagé	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
si oui, lequel et pourquoi non retenu :	
Application des dispositions pendant une durée limitée (<u>disposition à échéance fixe</u>):	
Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Evaluation prévue :	
Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, par quel service, quand et/ou à quels intervalles:	

7. Divers

Commentaires complémentaires : Financement: un autre projet de règlement couvrira la question du financement de la supervision et des autres missions dans ce contexte assumées par la CSSF Effets sur d'autres domaines et compétences : (p. ex. création d'emplois, impact sur investissement, création d'entreprises, compétitivité, environnement,.....)
